



CAC 40
5.398,40 points
- 0,53 %

DOW JONES (*)
24.415,84 points
- 1,02 %

EURO/DOLLAR
1,1661 \$
- 0,03 %

OR
1.301,93 \$
+ 0,04 %

PÉTROLE (BRENT)
77,82 \$
+ 0,41 %

(*) A la clôture

INDUSTRIE & SERVICES INTERVIEW

Guillaume Faury, patron d'Airbus Commercial Aircraft. // P. 16

SNCF

Le coût de la grève réévalué à 400 millions d'euros. // P. 17

ÉNERGIE VERTE

L'exécutif joue la carte de l'hydrogène. // P. 18

NEXITY



Fondation Abbé Pierre

Le promoteur se lance dans le logement très social. // P. 19

INTERMARCHÉ

Le distributeur nouveau sponsor des Bleus. // P. 22

BAROMÈTRE

Les prix de l'immobilier dépassent leur niveau record de 2017. // P. 23

HIGH-TECH & MÉDIAS MEDIAPRO

Le groupe va lancer une chaîne 100 % foot en France. // P. 24

FREE

L'opérateur brade ses box Internet. // P. 26 ET « CRIBLE » P. 42

START-UP HIPTEST

La plate-forme rejoint l'écurie de l'américain SmartBear. // P. 27

PME & RÉGIONS SANTÉ

Le combat des PME contre les troubles musculo-squelettiques. // P. 28

FINANCE & MARCHÉS BPCE

Laurent Mignon, un mutualiste d'adoption à la tête du groupe. // P. 31

BOURSE

La Chine entre dans une nouvelle dimension. // P. 32
ET « CRIBLE » P. 42

DEUTSCHE BANK

La banque dévisse sur fond d'inquiétudes aux Etats-Unis. // P. 33 ET « CRIBLE » P. 42

ASSURANCE



Shutterstock

Ces nouveaux risques qui inquiètent les assureurs. // P. 35

LES ÉCHOS BUSINESS CARNET // P. 38

SUPPLÉMENT PATRIMOINE // PP. 39 À 41

Les Echos
SUR



DANS
« LA CHRONIQUE
BOURSE »
À 12H ET 17H35
DU LUNDI AU VENDREDI

DERNIÈRE HEURE

SoftBank monte à bord des voitures autonomes de General Motors



Mary Barra, la patronne de GM, affirme que ses véhicules autonomes seront prêts pour un déploiement commercial en 2019.

Le géant numérique japonais investit 2,25 milliards de dollars pour prendre 19,6 % du capital de Cruise, la division véhicule autonome du constructeur américain.

Julien Dupont-Calbo
@jdupontcalbo

C'est ce qu'on appelle un renfort de poids. SoftBank a décidé de miser sur General Motors en matière de véhicule autonome. Le géant numérique japonais va investir 2,25 milliards de dollars pour prendre 19,6 % de Cruise, la nouvelle division du constructeur américain dédiée aux voitures sans chauffeur.

SoftBank agira en deux temps. Via un fonds doté de 100 milliards de dollars, le japonais investira 900 millions quand l'opération sera validée par les autorités concernées. Puis déboursera le reste quand Cruise sera prêt pour un développement commercial. Ce sera pour l'année prochaine, a promis Mary Barra, la grande patronne de

General Motors, lors d'une conférence de presse à Detroit. Peu après l'annonce, l'action GM bondissait de 10 % à Wall Street. Dans l'affaire, Cruise est valorisé quelque 11,5 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros). Soit à peine deux fois moins que le français PSA dans sa totalité. De son côté, General Motors va injecter 1,1 milliard de dollars dans Cruise, qui était à la base une start-up rachetée en 2016 pour plus d'un demi-milliard de dollars. En septembre, Cruise avait annoncé qu'il testait déjà une flotte de 50 véhicules autonomes en Californie. Ses voitures de série devraient être assemblées dans l'usine GM d'Orion, dans le Michigan, le fief de GM. Là où le constructeur fabrique ses Bolt, sa voiture électrique.

SoftBank, le nouveau caïd

Actif dans les télécoms (Sprint), Internet (Yahoo! Japan), l'électronique (Arm, Nvidia), la publicité, les services bancaires ou encore la robotique (Boston Dynamics, Aldebaran), SoftBank signe là un épisode majeur de la course à la voiture autonome, qui agite les géants de la tech et l'industrie automobile depuis quelques années maintenant. Dernièrement, on a pu voir Volvo

s'allier avec Uber, Waymo (Google) s'atteler avec Jaguar Land Rover, Apple se rapprocher de Volkswagen et Lyft (dont GM est aussi actionnaire) s'acoquiner avec Ford. Mais voir un représentant des nouvelles technologies investir directement dans un ressortissant de l'industrie automobile, c'est (encore ?) beaucoup plus rare. Voire inédit.

Avec ce gros coup, SoftBank prend définitivement une place majeure dans l'écosystème naissant du robotaxi et son PDG, Masayoshi Son, est bel et bien en train de se muer en parrain de la voiture sans chauffeur. Le groupe nippon a déjà parié gros sur Uber et le chinois Didi, les rois du taxi à la demande. Qui préparent eux aussi leurs flottes de robotaxis...



À NOTER

Fiat-Chrysler a annoncé jeudi qu'il allait livrer jusqu'à 62.000 vans hybrides Pacifica à Waymo. Les deux groupes discutent d'une licence pour installer le système de conduite autonome de Waymo dans les véhicules du constructeur.

Véhicules d'occasion : les eurodéputés dénoncent les fraudes au compteur

Derek Perrotte
@DerekPerrotte
— Bureau de Bruxelles

Toute personne ayant déjà acheté un véhicule d'occasion s'est posé la question : le kilométrage affiché est-il bien réel ? La question travaille aussi les députés européens, qui ont réclamé à la quasi-unanimité jeudi, dans une résolution non contraignante, que la Commission européenne durcisse la lutte contre la fraude au compteur kilométrique.

Ils demandent de nouvelles mesures « obligeant les Etats membres à créer des obstacles juridiques, techniques et opérationnels destinés à empêcher la manipulation

des compteurs ». Concrètement, ils veulent « un cadre juridique permettant aux Etats membres d'enregistrer les données des relevés obligatoires de compteurs kilométriques » lors des contrôles techniques périodiques, mais aussi lors de chaque visite au garage (entretien, réparation, etc.). Ils appellent aussi les constructeurs à davantage de solutions techniques empêchant toute manipulation.

Préjudice économique et coût environnemental

Selon un rapport de l'eurodéputé allemand Ismail Ertug, les compteurs de 5 à 12 % des véhicules d'occasion sur les marchés nationaux auraient été manipulés. La propor-

tion atteindrait même de 30 à 50 % pour les véhicules vendus d'un pays à l'autre dans l'UE. Le rapport estime le préjudice économique entre 5,6 et 9,6 milliards d'euros par an et insiste en outre sur les problèmes environnementaux causés par les surplus de pollution.

Présente lors du débat dans l'hémicycle, la commissaire européenne aux Transports, Violeta Bulc, a reconnu qu'il fallait « des solutions plus efficaces pour lutter contre ce problème qui dure depuis longtemps ». Elle a affirmé que l'exécutif européen était « prêt à proposer les amendements nécessaires à la législation le plus rapidement possible », sans se risquer toutefois à annoncer un calendrier en la matière. ■

La FNSEA appelle à bloquer les raffineries

Véronique Le Billon
@VLeBillon

Premier syndicat du monde agricole, la FNSEA a annoncé jeudi un projet de blocage de « sites stratégiques, symboles des distorsions de concurrence que nous subissons ». A compter du dimanche 10 juin et jusqu'au vendredi suivant, les agriculteurs entendent bloquer des raffineries, précise-t-on à la FNSEA. L'organisation a critiqué ces derniers jours le projet d'importation d'huile de palme de Total dans le cadre de la reconversion de sa raffinerie de la Mède (Bouches-du-Rhône).

Alors que la FNSEA avait salué mercredi dans un communiqué les « avancées notables » du projet de loi issu des Etats généraux de l'alimentation (EGA), « de nouvelles charges sont déjà annoncées et plusieurs signaux sont émis d'une concurrence toujours déséquilibrée avec des produits importés », justifie le syndicat agricole.

La FNSEA a annoncé jeudi un projet de blocage de « sites stratégiques, symboles des distorsions de concurrence que nous subissons ».

Alors que les ONG environnementales ont critiqué le recul du gouvernement sur le dossier du glyphosate, les agriculteurs veulent visiblement mettre la pression sur le volet économique de la loi, protestant contre des projets d'alourdissement des charges pour les exploitations, via la fin de remises et rabais, ou la séparation capitalistique entre la vente et le conseil pour les produits phytosanitaires...

Peser à Bruxelles

Les agriculteurs veulent aussi visiblement peser à Bruxelles, alors que la Commission européenne propose de réduire de 5 % le budget de la politique agricole commune (PAC) pour la période 2021-2027. « Nous avons besoin d'un budget au moins équivalent à celui d'aujourd'hui », a déjà demandé le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, cette semaine. La FNSEA critique par ailleurs les négociations d'accords commerciaux « avec des pays qui ne partagent pas nos exigences sociales, environnementales ou sanitaires ».

Une allusion aux discussions de l'Union européenne avec les pays du Mercosur. Dans ce contexte, le choix de bloquer des raffineries est symbolique, alors que l'Etat vient de délivrer à Total une autorisation d'exploiter pour sa bioraffinerie à la Mède (Bouches-du-Rhône). Pour reconverter l'ancienne raffinerie vers du biodiesel HVO, Total a prévu d'importer jusqu'à 300.000 tonnes d'huile de palme par an. Alors que la mise en service est prévue cet été, la FNSEA juge que les importations d'huile de palme vont concurrencer la filière française du biodiesel, produit à partir de colza.

Le dernier blocage des raffineries, si celui-ci se confirme, remonte à deux ans, à l'initiative de la CGT contre le projet de loi Travail. « Annoncer un blocage, c'est la plus mauvaise stratégie. Les pétroliers vont remplir au maximum les stations-service », note un acteur du secteur. ■